

LES FINANCES

LE FONDS DE PRÊTS AUX PROVINCES ET LA LUTTE
CONTRE LE CHÔMAGE

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre des Finances. Quatre mois se sont écoulés depuis le budget de novembre dernier. La province d'Ontario a-t-elle jusqu'ici réclamé une partie des 160 millions de dollars offerts aux provinces et aux municipalités pour aider à financer des travaux d'équipement en vue de combattre le chômage?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur, pas à ma connaissance.

M. Kaplan: Certaines provinces en ont-elles réclamé une partie?

L'hon. M. Benson: Oui, monsieur l'Orateur, mais je devrai me renseigner pour savoir précisément lesquelles.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CONFLIT JUDÉO-ARABE—L'ATTITUDE D'ISRAËL
QUANT AUX NÉGOCIATIONS

M. Heath MacQuarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux affaires extérieures. Je sollicite l'indulgence de Votre Honneur et celle de la Chambre pour lui souhaiter, au nom de mon parti, une sagesse infinie et un succès inaccoutumé au cours de son voyage à l'étranger.

Le très hon. M. Diefenbaker: Vous voulez dire sagesse inaccoutumée.

M. MacQuarrie: Au sujet de la situation au Moyen-Orient qui risque de devenir terriblement explosive et, en particulier, de la déclaration du secrétaire d'État de la Grande-Bretagne sur l'engagement de l'Égypte et le non-engagement d'Israël, le ministre et le gouvernement profiteront-ils de leur grande amitié avec l'État d'Israël pour exhorter ce pays et ce gouvernement à faire l'impossible pour étendre la portée des négociations, en prolonger la durée, et restreindre les sujets de confrontation et de conflit dans cette situation terriblement critique?

M. Peters: Amen!

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je fais écho aux sentiments exprimés si éloquemment par le député en ajoutant: Ainsi soit-il.

[L'hon. M. Sharp.]

L'INDUSTRIE

LA CHEMCELL LTD.—LA COMPENSATION DU DÉBLOCAGE
DU DOLLAR ET LE PROJET DE MISES À PIED

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. A la lumière de l'assurance donnée par le ministre, comme en fait foi le hansard du 19 novembre 1970 à la page 1315, lorsqu'il a déclaré que les compagnies durement touchées par le déblocage du dollar seraient aidées de façon très pratique, le gouvernement songe-t-il à fournir une assistance de ce genre à la Chemcell Ltd. qui est forcée de mettre à pied environ 320 personnes à ses usines d'Edmonton et de Two Hills dans une grande mesure à cause du déblocage du dollar? Si oui, quand une annonce sera-t-elle faite?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Cet état de choses découle indubitablement du déblocage du dollar. Pourtant, si l'on examine les raisons données par la compagnie elle-même pour expliquer la situation, on constate que ce déblocage n'en est qu'une. La plus importante, selon la compagnie, réside dans l'exiguïté de l'établissement et dans les possibilités restreintes au Canada par comparaison avec celles qui existent ailleurs.

M. MacInnis: Est-ce là une réponse honnête?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

M. Mazankowski: Monsieur l'Orateur, étant donné que, selon le ministre, le gouvernement n'est pas d'accord avec la Chemcell pour admettre que, dans une large mesure, ces mises à pied découlent surtout du déblocage du dollar et de la situation financière actuelle dans le pays, le ministre nous dirait-il si des consultations sont en cours entre les fonctionnaires de son ministère et ceux de la compagnie en vue de trouver des moyens de prévenir ces nombreuses mises à pied?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, mes fonctionnaires ont eu des consultations avec la compagnie. J'ai ici une déclaration de la compagnie énumérant toutes les raisons de cette fermeture. Il y en a une dizaine. La plus importante, toutefois, est l'énorme capacité de production dans le monde entier.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

LES FINANCES

LA CRÉATION D'UNE COMMISSION NATIONALE DES
VALEURS MOBILIÈRES—L'OPPOSITION DU QUÉBEC

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des finances.

Le gouvernement a-t-il l'intention de procéder plus avant avec le projet de création d'une commission nationale des valeurs mobilières, malgré l'opposition que la province de Québec a manifestée dernièrement?